

"Etats voyous" : Collusion, compétition ou indifférence? (essai)

L'administration Clinton avait dressé une liste de « *rogue states* » composée de Cuba, de l'Iran, de l'Irak, de la Libye et de la Corée du Nord. En 2002, sous l'administration Bush, seuls l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord s'étaient vus associer à un « **axe du mal** ». Plus récemment, en février 2005, Condoleezza Rice a rendu publique une nouvelle liste où sont identifiés six « **avant-postes de la tyrannie** » (Iran, Birmanie, Cuba, Corée du Nord, Biélorussie, Zimbabwe), liste qui fait l'effet d'un regroupement hétéroclite de pays divers et variés n'ayant en commun que la volonté américaine de les stigmatiser. Les définitions les plus communément mises en avant montre qu'un « Etat voyou » présente en premier lieu une composante intérieure qui se caractérise par un régime politique non démocratique sujet à l'instabilité permanente, une économie peu performante et des institutions plus généralement déficientes, voire carrément faillies, d'où le fait qu'ils sont presque toujours qualifiés d'« états défaillants ». En second lieu, « l'Etat voyou » apparaît essentiellement dans sa dimension extérieure en manifestant « une incapacité chronique à traiter avec le monde extérieur » (Anthony Lake, *Foreign Affairs*, 1994). Concrètement, cela se réfère à des pays qui semblent poursuivre une stratégie similaire : tentative d'acquérir des armes de destruction massive, soutien au terrorisme, mauvais traitement de leur propre population et animosité déclarée à l'égard des États-Unis. D'autres Etats, différents de ceux retenus mais auxquels nous nous intéresseront, pourraient être associés avec l'une ou l'autre de ces attitudes répréhensibles, notamment la Syrie, la Serbie, la Chine, le Soudan, le Pakistan ou encore l'Arabie Saoudite. Ainsi, certaines critiques ont souligné que le concept de « *rogue states* », finalement assez flou et subjectif, permettrait aux Etats-Unis d'apposer le label de « voyou » sur tout régime avec lequel ils ne peuvent traiter http://www.ifri.org/files/politique_etrangere/PE_1_00_OSullivan.pdf. La question qui se pose alors est de savoir si ces états forment un bloc homogène, soudé par une communauté d'intérêts, qui leur ferait agir ensembles, de manière concertée, coordonnée et systématique, afin de remettre en cause l'ordre international, par exemple en déstabilisant la puissance dominante, l'équilibre stratégique ou encore l'économie mondiale ? Peut-on parler de « collusion » et de « jeu commun » entre tous ou certains, ou bien sont-ils en réalité des alliés improbables, regroupés au hasard des intérêts stratégiques américains ? Certains sont-ils voués à une compétition instinctive ou bien chacun évolue-t-il dans la plus complète indifférence ?

Il a beaucoup été question du caractère disparate des états ciblés et des lignes de clivage, notamment religieuse (la Corée du Nord laïque, le Zimbabwe chrétien, l'Iran chiite) et idéologique (l'Iran théocratique, le régime communiste de Cuba), qui en font un groupe éminemment hétérogène. Peut-être alors le seul point commun entre ces Etats est-il leur appartenance au « Sud » économique (i.e. ce qui est valable également pour la Biélorussie). L'idée de collusion – impliquant le fait de s'entendre secrètement dans le but de nuire – paraît un peu forte puisqu'elle implique un degré de coopération et de coordination excessif. Cependant, il n'est pas à exclure que des alliés improbables se trouvent une communauté d'intérêts. Plusieurs thèmes de ralliement existent : 1\ des thèmes généraux comme l'anti-américanisme, fédérateur pour une large gamme de pays et mobilisateur pour le terrorisme islamiste, 2\ ou des thèmes particuliers comme l'opposition au conflit israélo-arabe (Iran-Syrie) et la volonté de s'affirmer comme un acteur stratégique de poids sur la scène internationale, notamment par le biais de l'acquisition de technologies nucléaires (Corée du Nord Iran Pakistan). Or, ces efforts de coopération sont le plus souvent bilatéraux et ne peuvent en aucun cas se lire comme une entente plus importante, surtout au vu des différences politiques, culturelles, ethniques et religieuses de ces pays, qui plaident en faveur d'une « indifférence instinctive ». L'on peut cependant noter que certains régimes semblent avoir des affinités naturelles avec d'autres, soit parce qu'ils sont de même nature idéologique (c'est-à-dire la Corée du Nord et Cuba), soit parce qu'ils partagent un statut similaire en marge de l'ordre international (Zimbabwe, Birmanie, Soudan). Une probable communauté d'intérêts se retrouve surtout dans le besoin de compenser une faiblesse politique, économique, ou militaire par l'obtention d'avantages stratégiques. Dès le milieu des années 90, la Russie et la Chine, ont repris leurs activités d'« Etats sponsors » (ventes d'armes, échanges de technologies, renforcement

des liens diplomatiques), propulsant certains pays comme l'Iran et l'Irak, hors de leur isolement, et leur procurant les moyens de résister aux pressions extérieures. Ce rapprochement, loin d'avoir une assise idéologique, s'explique surtout par le fait que la Russie et la Chine ont choisi de jouer la carte de l'asymétrie, montrant ainsi l'exemple à d'autres, afin de compenser leur faiblesse politique par rapport à la puissance dominante. Plusieurs signes montrent que cela passe essentiellement par la dissémination de technologies nucléaires et balistiques depuis la Chine, en passant par la Corée du Nord, jusqu'à d'autres pays proliférants comme le Pakistan, la Syrie, l'Iran et la Libye. Ainsi, le missile longue-portée Taepodong-2 coréen ressemble fortement au missile à portée intermédiaire CSS-2 chinois. Il existe également de fortes présomptions pour que la Chine soit en réalité en train de leur procurer des technologies de pointe (techniques de miniaturisation, systèmes de guidage avancé). De plus, la Corée du Nord fait figure d'état « proliférateur officiel » pour pays cherchant à acquérir des technologies nucléaires, notamment l'Iran et le Pakistan. En effet, en 1997, une équipe composée de chinois et de coréens du Nord s'est rendue à Téhéran. Les missiles iraniens Shahab-3 et Shahab-4 présentent ainsi beaucoup de similitudes avec leurs équivalents nord-coréens, respectivement le No-Dong et le Taepodong-2. De même, en 1998, Pyongyang aurait conclu avec Islamabad un accord prévoyant le transfert de missiles nord-coréens au Pakistan en échange de la technologie pakistanaise d'enrichissement de l'uranium.¹

Le rapprochement Iran-Syrie constitue peut-être l'exemple le plus frappant d'entente entre deux Etats « à risque » pour faire « front uni » aux pressions extérieures. Damas et Téhéran ont récemment fait l'objet d'une grande pression de la part des Etats-Unis, puisqu'ils ont été accusés de soutenir l'insurrection terroriste en Irak et impliqués dans l'assassinat en février 2005 du Premier ministre libanais Rafik Hariri. Ce rapprochement fait penser dans certains cercles à un nouvel « axe du mal », dont le pivot serait la Syrie, et qui s'étendrait des deux Etats « sponsors » aux groupes terroristes locaux (Hezbollah, Hamas, Jihad islamique). Enfin, cet axe est soupçonné de se consacrer à déstabiliser le Liban (malgré le retrait syrien), Israël et l'Autorité palestinienne, afin de freiner la feuille de route américaine pour le règlement du conflit israélo-palestinien. La Syrie et l'Iran seraient pourtant des « alliés improbables » que rien ne prédestinait à s'entendre: alors que le régime de Téhéran est théocratique et guidé par les préceptes de l'Islam chiite, le régime de Damas qui règne sur une population majoritairement sunnite, est laïc, quasi-socialiste idéologiquement, et gouverné par une petite faction d'alaouites, branche dissidente du chiisme.²

Le terrorisme international est un phénomène très hétérogène qui rassemble des groupements aux intérêts stratégiques variés. Quant au terrorisme islamiste, actuellement d'actualité, il ne peut encore être perçu comme le bras armé d'une « nation islamique » monolithique, qui serait dressée contre l'Occident et qui pourrait rallier tous les djihadistes du monde entier comme le souhaite Abu Musab Al-Zarqawi (lettre de février 2004 trouvée à Bagdad). Il existe pourtant des réseaux de terrorisme international très structurés, soutenus et financés par des « Etats voyous » (Libye, Syrie, Iran) ou « sympathisants » (Arabie Saoudite). Reste que les mouvements islamistes, s'ils coopèrent ponctuellement, ne semblent pas particulièrement unis entre divergences religieuses (chiisme versus sunnisme) ou politiques. De ce fait, s'il n'est peut-être pas souhaitable de rejeter complètement les craintes américaines d'un effet d'entraînement au Moyen-Orient et dans le monde musulman en général, il n'existe pour le moment pas assez de preuves pour parler d'une collusion efficace entre états voyous et groupements terroristes.

¹ http://www.jamestown.org/print_friendly.php?volume_id=18&issue_id=664&article_id.

² <http://www.washtimes.com/op-ed/20030810-103923-2945r.htm>.